

Suites du rapport« lignes de métiers bancaires »

Un compte d'activité de la banque de détail en France?

Emilie Crété, Direction Générale des Statistiques/SESOF
BANQUE DE FRANCE

Plan

I. Contexte

II. Exploitation des données publiées

- ❑ Méthode
- ❑ Résultats

III. Mise en cohérence avec le cadre central

- ❑ Méthode
- ❑ Résultats
- ❑ Limites

IV. Conclusion

I. Contexte

- ▶ Comptes nationaux par branche ou par secteur : une vision par type d'agrément (distribution de crédit ou non..) et non par métier
 - ▶ Chiffres du rapport annuel de l'ACP : des agrégats par lignes de métier mais au format comptabilité bancaire et sur base consolidée (groupe)
 - Constats du groupe de travail : la ligne de métier « banque de détail » est ventilée par zone géographique et offre l'information la plus détaillée
- ⇒ **Recommandation n°2 : étudier la possibilité d'établir un compte d'activité de la banque de détail en France**

II. Exploitation des données publiées

- ▶ Échantillon : 5 grands groupes bancaires français (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, BPCE, Crédit Mutuel–CIC) => 80% des crédits et des dépôts du secteur bancaire
- ▶ Méthode:
 - Définir un périmètre homogène :
 - ✓ Banque de détail
 - ✓ Activité résidente
 - Estimer certains indicateurs pour obtenir plus de détail

II. Exploitation des données publiées

- ▶ Définir un périmètre homogène
- Regroupements de plusieurs pôles pour obtenir une ligne de métier « banque de détail » homogène d'un groupe à l'autre (Services Financiers Spécialisés pour BPCE, CA, SG, Assurance pour CM-CIC...)
- Estimation de la part de l'activité résidente pour ces divisions à partir de la ventilation géographique du PNB global du groupe.

II. Exploitation des données publiées

- ▶ Estimer certains indicateurs
 - Ventilation du PNB uniquement pour la banque de détail : utilisation d'une clé de répartition pour les autres segments ajoutés
 - Informations manquantes : répartition des frais de gestion. Estimation avec des clés calculées à partir du système de remise SURFI de l'ACP

II. Exploitation des données publiées

► Résultats :

2011 (en milliards d'euros)	BPCE	BNPP	Groupe CA	SG	CM10-CIC	Total des 5 groupes
Revenus nets des intérêts	9,2	6,0	14,0	5,4	5,2	39,9
Commissions nettes	5,4	4,2	6,6	4,4	3,0	23,6
Autres produits et charges	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Produit net bancaire (PNB)	14,8	10,2	20,6	9,8	8,2	63,7
Frais de gestion	-9,6	-6,2	-11,5	-6,1	-4,7	-38,2
<i>Salaires et traitements</i>	-2,7	-1,7	-3,6	-2,0	-1,4	-11,4
<i>Charges sociales</i>	-1,8	-0,9	-2,2	-0,9	-0,8	-6,7
<i>Autres charges</i>	-3,5	-2,4	-4,2	-2,5	-1,7	-14,3
<i>Impôts et taxes</i>	-0,6	-0,4	-0,9	-0,4	-0,4	-2,7
<i>Fbcf</i>	-0,9	-0,9	-0,7	-0,3	-0,4	-3,2
Résultat brut d'exploitation	5,1	4,0	9,1	3,7	3,5	25,5
Coût du risque	-1,2	-1,0	-2,5	-1,1	-0,6	-6,5
Résultat d'exploitation	3,9	3,0	6,7	2,5	2,9	19,0
Éléments hors exploitation	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,0	-0,2
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
Résultat avant impôt	4,0	2,9	6,5	2,4	2,9	18,7
Impôt sur le résultat	-1,3	-1,0	-2,3	-0,8	-1,0	-6,4
Intérêts minoritaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Résultat net part du groupe	2,6	1,9	4,2	1,6	1,9	12,2

III. Mise en cohérence avec le cadre central

Compte non financier du secteur S122 « Sociétés preneuses de dépôts » (en milliards d'euros)

Opérations	Libellé	2011 PROV
P111	Production des services facturés au prix du producteur	60,7
P119	SIFIM	45,9
P12	Production pour emploi final propre	1,3
P1	Production	107,9
P2	Consommation Intermédiaire	50,2
B1	Valeur ajoutée	57,7
D11	Salaires et traitements bruts	22,4
D12	Cotisations sociales à la charge des employeurs	9,0
D29	Impôts sur la production	4,2
B2n	Excédent brut d'exploitation	22,2
D41 ajusté du SIFIM		1,0
D41	Intérêts reçus	142,5
D41	Intérêts versés	141,5
Solde dividendes		5,9
D421B	Dividendes reçus nets de l'avoir fiscal	21,1
D421B	Dividendes versés nets de l'avoir fiscal	15,2
D43	Solde des bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers	6,0
D5	Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	5,4
B6	Revenu disponible	29,1
P51	Formation brute de capital fixe	8,6
B9	Capacité de financement	20,5

III. Mise en cohérence avec le cadre central

- ▶ **Passage des soldes de comptabilité bancaire à la comptabilité nationale**
 - $\text{Sifim} = \text{revenus nets d'intérêt (car banque de détail)}$
 - $\text{VA} = \text{PNB} - \text{charges diverses d'exploitation}$
 - $\text{EBE} = \text{RBE} + \text{charges d'amortissement du capital fixe}$
 - $\text{Capacité de financement} = \text{résultat net} + \text{coût du risque} - \text{coût des nouveaux investissements en capital fixe}$

III. Mise en cohérence avec le cadre central

- ▶ Résultat : un poids de la banque de détail qui semble surestimé...

<i>En milliards d'euros</i>	Banque de détail_5 groupes	Total S122	Poids banque de détail/S122
Sifim	39,9	45,9	87%
Valeur ajoutée	49,4	57,7	86%
Excédent brut d'exploitation	28,7	22,2	129%
Capacité de financement	18,7	20,4	91%

- ▶ *Lecture du tableau : la valeur ajoutée de la banque de détail des 5 grands groupes français représente 86% de la valeur ajoutée totale du secteur bancaire*

III. Mise en cohérence avec le cadre central

- ▶ ... en comparaison des données publiées par les groupes

En milliards d'euros	BPCE	BNPP	Groupe CA	SG	CM10- CIC	Total des 5 groupes
PNB Banque de détail France	14,8	10,2	20,6	9,8	8,2	63,7
PNB total des activités France	20,0	16,7	25,0	12,8	8,9	83,5
PNB Banque de détail / total des activités	74,0%	61,1%	82,4%	76,7%	92,0%	76,3%

- ▶ Selon les rapports, la banque de détail contribue en moyenne à hauteur de 76% des revenus des grands groupes (toutes activités confondues sur le territoire national)

III. Mise en cohérence avec le cadre central

- ▶ **Ces résultats peuvent s'expliquer par le concept de production en comptabilité nationale qui exclut une large partie des revenus dégagés par la BFI...**
- ▶ **... mais ils présentent une certaine fragilité**
 - ❑ Passage difficile des données de comptabilité bancaire au format comptabilité nationale (manque d'information)
 - ❑ Inclusion de l'activité d'assurance
 - ❑ Problème de ventilation géographique (estimations)
 - ❑ Comptes consolidées vs comptes sociaux (normes IFRS/normes françaises)
 - ❑ Échantillon

III. Mise en cohérence avec le cadre central

► Nécessité d'obtenir des informations supplémentaires par les banques...

Production facturée	✓ Commissions reçues ✓ Autres produits d'exploitation
Sifim	✓ Intérêts reçus dont intérêts sur clientèle ✓ Intérêts versés dont intérêts sur clientèle ✓ Encours de dépôts (passif) et crédits (actif) clientèle
Consommations intermédiaires	✓ Commissions versées ✓ Autres charges d'exploitation
Excédent brut d'exploitation	✓ Salaires ✓ Cotisations sociales
Capacité/besoin de financement	✓ FBCF

III. Mise en cohérence avec le cadre central

- ▶ ... qui pourraient être complétées par d'autres indicateurs d'activité de la banque de détail disponibles
 - ❑ Effectifs
 - ❑ Nombre d'agences
 - ❑ Nombre de comptes
 - ❑ Nombre de DAB
 - ❑ Données sur les moyens de paiements scripturaux (nombre et valeurs de transactions par type d'instrument...)

III. Mise en cohérence avec le cadre central

- ▶ **Obstacle à une collecte supplémentaire de données auprès des banques**
- Définition d'un périmètre homogène de la banque de détail en décalage avec le reporting opérationnel des groupes (coûteux et perte de fiabilité sur la durée)

IV. Conclusion

- ▶ A partir des données disponibles, on ne peut délivrer qu'une information parallèle qui ne peut pas être une extension ou un « zoom » de celle délivrée par la comptabilité nationale
- ▶ Une collecte supplémentaire apparaît nécessaire pour produire ce compte mais sa mise en œuvre semble subordonnée à une définition harmonisée de la banque de détail
- ▶ Sur le plan conceptuel, isoler la banque de détail dans les comptes nationaux peut conduire à surévaluer son importance en raison de l'exclusion d'une large partie des revenus de la BFI